



Rapport Mondial

Quatrième Édition

opendatabarometer.org



WORLD WIDE WEB
FOUNDATION



Cette 4^e édition du Baromètre a été financée par le [Omidyar Network](#) et le programme [Open Data for Development](#) (OD4D), un partenariat soutenu par [le Centre de recherche sur le développement international \(CRDI\) du Canada](#), la Banque Mondiale, [le Département pour le développement international du Royaume-Uni \(DFID\)](#) et [Global Affairs Canada \(GAC\)](#). Le programme OD4D a soutenu ce rapport par une bourse du Centre de recherche pour le développement international (CRDI) de Ottawa au Canada.



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada



THE WORLD BANK
IBRD • IDA | WORLD BANK GROUP



4^e Baromètre des Données Ouvertes — Rapport Mondial, Mai 2017 | World Wide Web Foundation

Pour contacter l'équipe du Baromètre : project-odb@webfoundation.org

Les médias peuvent nous contacter et obtenir de plus amples informations en envoyant un courriel à press@webfoundation.org

Table des matières

Contexte	5
Classement de la 4e édition du Baromètre des Données Ouvertes	6
Les principes de la Charte sur les données ouvertes	10
Constatations et recommandations.....	11
Constatation 1 : les bases de données de neuf gouvernements sur dix ne sont pas ouvertes.....	12
Constatation 2 : les données publiques des gouvernements sont généralement incomplètes et de mauvaise qualité.....	14
Constatation 3 : le succès ou l'échec des données ouvertes repose sur la volonté politique.....	16
Constatation 4 : les gouvernements ne publient pas les données nécessaires pour restaurer la confiance des citoyens	18
Constatation 5 : peu d'initiatives pour les données ouvertes font une promotion active de l'inclusion et de l'équité.....	20
Tendances relatives aux données ouvertes.....	22
Des données pour tous	22
Les données nécessaires aux citoyens	24
Des données facilement exploitables	27
<i>L'accès aux données</i>	27
<i>La convivialité des données</i>	28
Conclusions	30
Méthodologie	31
Liste des tableaux.....	32
Remerciements	33
À propos du Baromètre des données ouvertes.....	34

Contexte

La Web Foundation croit que **les données ouvertes doivent être:**



*pour tous, —
un droit pour tous.*



*dont les gens
ont besoin.*



*données aisément
exploitables.*

Les résultats de cette quatrième édition du Baromètre des données ouvertes montrent que même si certains gouvernements progressent vers ces objectifs, les données ouvertes restent l'exception, et non la règle.

Pourquoi est-ce important? Chacun devrait être en mesure d'accéder à des données ouvertes et de les utiliser dans un Web ouvert pour pouvoir participer pleinement à la vie civique. Sans données de qualité, il n'est pas possible de tenir les gouvernements responsables des décisions qu'ils prennent, des politiques qu'ils adoptent et de l'argent public qu'ils budgètent et dépensent.

Pour sa quatrième édition, le Baromètre des données ouvertes examine 115 pays et juridictions, soit une hausse de 25 % par rapport à l'édition précédente. Les têtes de classement pour chaque zone géographique de notre étude sont le Canada, Israël, le Kenya, la Corée du Sud, le Mexique et le Royaume-Uni. Globalement, notre enquête révèle que ces «champions» régionaux n'ont cessé de s'améliorer depuis la parution de notre dernière édition.

Pour entraîner de véritables changements, les données ouvertes doivent respecter les [principes](#) instaurés par la [Charte sur les données ouvertes](#) adoptée, à l'heure actuelle, par [15 gouvernements nationaux et 25 administrations locales](#).



Classement de la 4^e édition du Baromètre des Données Ouvertes

 Rang	 Score	 Pays	 Préparation	 Mise en oeuvre	 Impact
1	100	Royaume-Uni	99	100	94
2	90	Canada	96	87	82
3	85	France	100	71	88
4	82	États-Unis d'Amérique	96	71	80
5	81	Corée	95	59	100
5	81	Australie	85	78	78
7	79	Nouvelle-Zélande	92	58	99
8	75	Japon	84	60	89
8	75	Pays-Bas	94	64	68
10	74	Norvège	77	71	73
11	73	Mexique	83	58	88
11	73	Espagne	81	58	88
13	71	Danemark	67	71	71
14	70	Autriche	83	56	78
14	70	Suède	87	70	47
14	70	Allemagne	67	69	71
17	61	Uruguay	75	64	38
18	59	Brésil	66	55	59
19	58	Suisse	77	50	48
20	56	Italie	79	51	37
20	56	Finlande	63	60	42
22	55	Philippines	58	41	76
23	53	Singapour	73	46	41
24	52	Colombie	72	42	46
25	49	Russie	60	54	27
26	47	Irlande	70	51	17

 Rang	 Score	 Pays	 Préparation	 Mise en oeuvre	 Impact
26	47	Chili	62	56	16
28	46	Israël	66	37	42
29	45	Belgique	79	38	20
29	45	Slovaquie	59	43	34
31	44	République tchèque	54	44	36
31	44	Moldova	55	54	14
33	43	Inde	68	32	35
34	42	Portugal	58	47	16
35	40	Kenya	57	22	58
36	39	Grèce	59	38	20
36	39	Islande	48	47	17
38	38	Indonésie	51	39	25
38	38	Argentine	57	35	23
40	37	Géorgie	52	45	11
40	37	Bulgarie	51	45	11
40	37	Jamaïque	44	35	36
40	37	Turquie	35	53	15
44	36	Estonie	49	45	10
44	36	Ukraine	55	35	19
46	34	Afrique du Sud	51	28	29
46	34	Pologne	61	24	23
46	33	Pérou	47	38	14
48	33	Macédoine	57	29	13
50	32	Albania	54	37	4
50	32	République dominicaine	45	32	22
50	32	Tunisie	45	32	22
53	28	Paraguay	35	33	16
53	28	Malaise	53	20	19
53	28	Lettonie	34	43	0
53	28	Bolivie	33	36	13
53	28	Thaïlande	40	31	11
58	27	Croatie	52	24	8

 Rang	 Score	 Pays	 Préparation	 Mise en oeuvre	 Impact
59	26	Maurice	38	33	6
59	26	Émirats arabes unis	47	23	12
59	26	Kazakhstan	39	32	6
59	26	Ghana	52	11	28
63	24	Guatemala	32	29	11
63	24	Kosovo	47	21	7
65	23	Hongrie	21	31	19
65	23	Serbie	44	25	0
67	22	Tanzanie	40	17	14
67	22	Burkina Faso	31	16	28
67	22	Équateur	37	27	0
70	21	Nigéria	31	7	41
71	20	Costa Rica	25	28	6
71	20	Chine	46	10	11
71	20	Rwanda	29	27	3
74	19	Qatar	41	18	2
74	19	Bahreïn	33	20	7
74	19	Arabie saoudite	37	15	12
77	18	Trinité-et-Tobago	38	12	13
77	18	Panama	44	15	0
79	17	Maroc	38	12	7
79	17	Vietnam	25	18	13
81	16	Éthiopie	47	9	0
81	16	Togo	23	24	0
83	15	Népal	23	14	17
83	15	Monténégro	33	13	4
85	14	Égypte	27	14	6
85	14	El Salvador	20	20	4
87	13	Kirghizistan	23	13	11
87	13	Jordanie	28	11	6
87	13	Sainte-Lucie	33	10	0
90	12	RD du Congo	35	9	0

 Rang	 Score	 Pays	 Préparation	 Mise en oeuvre	 Impact
90	12	Venezuela	15	19	4
90	12	Ouganda	26	11	4
93	11	Côte d'Ivoire	35	7	0
93	11	Bélarus	27	10	2
93	11	Bangladesh	32	6	2
93	11	Malawi	8	16	13
97	10	Tadjikistan	15	14	4
98	9	Namibie	25	8	0
98	9	Sénégal	24	9	0
100	8	Sierra Leone	23	5	7
100	8	Palestine	23	7	2
100	8	Bosnie-Herzégovine	24	7	0
103	7	Bénin	13	13	0
104	6	Haïti	19	6	0
104	6	Botswana	21	4	0
104	6	Liban	17	7	0
107	5	Cameroun	12	5	7
108	4	Zambie	14	5	0
108	4	Pakistan	15	4	0
110	3	Mozambique	14	4	0
111	2	Mali	12	3	0
111	2	Zimbabwe	9	4	0
113	1	Myanmar	2	5	4
114	0	Swaziland	10	0	0
114	0	Yémen	0	6	0

Les principes de la Charte sur les données ouvertes

La 4^e édition du Baromètre expose la performance de 115 gouvernements par rapport aux [principes de la Charte sur les données ouvertes](#). La Charte est un cadre d'action dont l'objectif est de promouvoir la culture et la pratique de la transparence des gouvernements. Ce mouvement vers l'ouverture doit être à la fois résistant aux changements politiques et

orienté par la demande des citoyens. La [Charte sur les données ouvertes](#) énonce également le chemin à suivre pour améliorer l'accessibilité à davantage de données. Afin d'atteindre ces objectifs, la Charte propose six principes pour une transmission des données efficace :

1



Ouvertes par défaut

Le Baromètre analyse l'existence et la qualité de 15 bases de données clés (telles que les registres de propriété foncière ou les budgets des gouvernements) dans chacun de ces 115 pays. Ces données sont récoltées sous une forme ou une autre dans 97 % des pays étudiés. Cependant, 29 % ne sont toujours pas disponibles en ligne et seulement 7 % sont [réellement ouvertes](#).

2



Actualisées et exhaustives

Il ressort de notre enquête que 74 % des données analysées sont à jour, ce qui est encourageant. Cependant, cela signifie aussi qu'un quart des données étudiées ont **une valeur d'une durée très limitée**.

3



Accessible et utilisable

73 % des bases de données que nous avons étudiées ont été relativement faciles à trouver, mais 10 % n'étaient pas disponibles gratuitement. Un quart d'entre elles seulement étaient mises à disposition sous une licence libre, ce qui signifie que la délivrance de licences reste un grand obstacle à l'utilisation des données.

4



Comparables et interopérables

Un peu plus de la moitié des données (53 %) est disponible dans un format lisible par une machine et réutilisable. Seulement 24 % sont disponibles et téléchargeables par lots.

5



Utiles pour améliorer la gouvernance et de la participation citoyenne

L'incidence des données ouvertes sur l'efficacité du gouvernement est encore très faible, avec un score moyen de seulement 1,20 sur 10 pour tous les gouvernements de cette étude. De même, l'engagement des gouvernements auprès de la société civile en ce qui a trait aux données ouvertes reste également limité, avec un score moyen de 4,23.

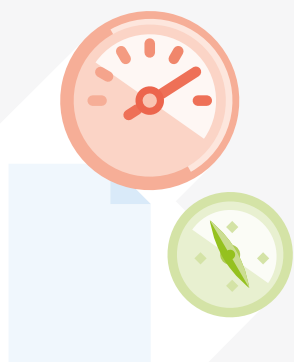
6



Bénéfiques au développement inclusif et à l'innovation

Si nous examinons l'incidence qu'ont les données ouvertes sur l'inclusion des personnes marginalisées dans l'élaboration des politiques, ou sur leur accès aux services publics, le Baromètre montre que seulement 6 % des gouvernements obtiennent un résultat significatif dans ce domaine. Quant à la disponibilité des données absolument nécessaires pour l'innovation (comme les données cartographiques ou les horaires des transports publics), 8 % seulement des bases de données concernées sont véritablement ouvertes.

Nous allons maintenant examiner plus en détails principaux résultats de notre étude. Ensuite, nous émettons une série de recommandations avant d'analyser les thèmes et tendances de l'univers des données ouvertes de façon plus large.



Constatations et recommandations

Le Baromètre de cette année montre que, dans l'ensemble, l'engagement des gouvernements en faveur des données ouvertes a ralenti ou s'est interrompu. Dans certains cas, nous sommes même revenus en arrière.

En fin de compte, la plupart des gouvernements ne respectent pas les principes de base de la Charte sur les données ouvertes. Dans bien des cas, les politiques appropriées ne sont pas en place et l'ampleur ainsi que la qualité des bases de données rendues publiques sont insuffisantes. Par conséquent, nous sommes dans l'impossibilité, en tant que collectivité, d'utiliser les données ouvertes pour apporter une réelle amélioration aux conditions de vie des individus.

Cependant, [les pays qui ont officiellement adopté la Charte réalisent](#) généralement des progrès considérables dans la concrétisation de ces principes. Leur performance s'est améliorée au cours des dernières années. Certains signataires de la Charte, tels que le Royaume-Uni, la France, la Corée du Sud et le Mexique, sont même devenus des chefs de file en la matière dans leur région.

1

CONSTATATION

Les bases de données de neuf gouvernements sur dix ne sont pas ouvertes

Pour cette édition du Baromètre, nous avons analysé 1 725 bases de données sur 15 thèmes différents dans 115 pays. Sept gouvernements seulement intègrent dans leurs politiques actuelles sur les données ouvertes le principe de « données ouvertes par défaut ». De plus, nous avons découvert que seulement **7 % des données sont intégralement ouvertes. Une base de données sur deux seulement est lisible par une machine et une sur quatre seulement est publiée sous licence libre.** La quantité de données libres et disponibles dans un format lisible par une machine a augmenté depuis la parution du premier Baromètre, mais le nombre total de bases de données véritablement ouvertes ne progresse pas.

Disponibilité des données	4 ^e Baromètre	3 ^e Baromètre	2 ^e Baromètre	1 ^{er} Baromètre
Données ouvertes	7% ↓	10% ↔	10% ↑	7%
Lisibles par une machine	53% ↓	55% ↑	41% ↑	37%
Sous licence libre	26% ↑	24% ↑	14% ↑	12%

Tableau 2 : évolution des indicateurs clés sur les données libres au fil des quatre éditions du Baromètre.

(Le nombre de pays couverts a augmenté au cours des années, ce qui peut aussi influencer les résultats.)

Si les gouvernements ajoutaient une licence libre aux bases de données qui respectent déjà les autres critères, le nombre de bases de données véritablement ouvertes ferait plus que doubler, pour atteindre 15 %. Au Canada, par exemple, la licence restrictive sur plusieurs bases de données est l'une des premières raisons qui expliquent pourquoi ce pays n'a pas dépassé le Royaume-Uni, de longue date en tête du classement.

RECOMMANDATION

Les données publiques doivent être ouvertes par défaut

1

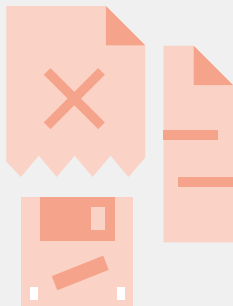
Les données que possèdent les gouvernements doivent être *ouvertes par défaut* et respecter les principes exposés dans la [Charte sur les données ouvertes](#), de la publication proactive à l'attribution de licence ouverte (tout en prenant garde de ne pas publier de données personnelles identifiables). En outre, les gouvernements doivent maintenir leurs engagements en matière de données ouvertes et éviter de reculer dans le classement. Les gouvernements du Royaume-Uni, des États-Unis et de pays scandinaves ont tous reculé cette année (voir Constatation 3).



Les lois sur le droit à l'information, quand elles existent, devraient être modifiées pour encadrer la mise à disposition proactive des données. Elles doivent prévoir l'ouverture par défaut des données publiques et non personnelles et leur transmission dans un format lisible par une machine et sous une licence libre permettant leur réutilisation.

2

CONSTATATION

Les données publiques des gouvernements sont généralement incomplètes et de mauvaise qualité

Les données des gouvernements sont souvent incomplètes, pas actualisées, de mauvaise qualité et fragmentaires. Dans la plupart des cas, les catalogues ou portails de données ouvertes sont alimentés manuellement, conséquence d'une approche informelle de la gestion des données. De plus, les procédures, les calendriers et les responsabilités des institutions publiques chargées de leur gestion manquent souvent de clarté. Ainsi, de manière générale, la gestion et la publication des données ouvertes sont fragiles et sujettes à des erreurs multiples.

- a) Même si 79 gouvernements sur les 115 étudiés possèdent un portail de données ouvertes, les données les plus complètes sont souvent publiées par une autre source. Dans ces pays, la majorité des bases de données les plus exhaustives (61 %) sont publiées par d'autres agences gouvernementales.
- b) Beaucoup de données de référence sont publiées par les offices nationaux de statistiques, probablement en raison de leur longue expérience de la gestion des données, souvent meilleure que celle des catalogues de données ouvertes. Globalement, sur les 115 gouvernements étudiés, 24 % des données de référence sont publiées par les offices nationaux de statistiques. Même quand les gouvernements possèdent des portails de données ouvertes, les données de référence provenant de tels offices statistiques (22 %) sont plus abondantes que celles des portails de données ouvertes (17 %).
- c) Les données sont complexes à utiliser, car il n'y a pas de métadonnées attachées ou de documentation explicative disponible. Moins d'un tiers (31 %) des bases de données publiées sont accompagnées de métadonnées de base ou de documentation.

RECOMMANDATION

2

Les gouvernements doivent décentraliser les données ouvertes de tous leurs services et de toutes leurs agences

Afin de garantir la pérennité des données ouvertes, toutes les procédures et tous les systèmes de gestion des données des gouvernements doivent être conçus en gardant à l'esprit l'ouverture, et ce, dès le début du cycle de gestion de données. Il est impératif que les gouvernements ne considèrent pas l'ouverture des données comme une étape finale supplémentaire, mais comme une procédure intégrée aux habitudes de tous les services. Nous recommandons que les gouvernements évaluent leur gouvernance des données du début à la fin du cycle et qu'ils intègrent la publication automatique des données ouvertes dans leurs procédures en informatique. De cette façon, les utilisateurs disposeront toujours de la version la plus récente et la plus complète des bases de données, directement depuis leur source, et le recours aux téléchargements manuels vers un seul catalogue central diminuera.



Dans l'état actuel, les portails de données ouvertes devraient être envisagés comme une solution temporaire pour permettre l'accès aux données publiques, le temps qu'une solution plus cohérente soit déployée. On peut par exemple permettre la publication automatique des données, comme exposé plus haut, sur les sites des services pertinents, avec une étape automatisée supplémentaire pour alimenter en données un portail central en temps réel.

3

CONSTATATION

Le succès ou l'échec des données ouvertes repose sur la volonté politique

La volonté politique est capitale pour introduire et accroître l'utilisation des données. Nous constatons l'importance de cette volonté politique dans des pays tels que l'Ukraine, l'Argentine, les Philippines, le Burkina Faso et la Tanzanie, qui tous ont beaucoup amélioré leur score et qui ont progressé dans le classement de la présente édition du Baromètre.

Toutefois, cette volonté politique doit se traduire en fortes résolutions juridiques et politiques, comme c'est le cas au Canada, au Mexique, au Japon et en Corée du Sud. Ces pays ont régulièrement progressé dans le classement du Baromètre. Dans le cas contraire, les initiatives lancées autour des données ouvertes (ainsi que les ressources nécessaires pour les faire progresser) se tarissent quand les vents politiques tournent. C'est ce qui semble arriver au Costa Rica, en Équateur et au Rwanda. Dans ces trois pays, des progrès avaient été accomplis dans un premier temps, dans le sens de l'ouverture des données, mais l'absence actuelle de suivi par le gouvernement a fait dérailler le processus. De même, les pays scandinaves, qui furent un temps des exemples en matière de données ouvertes, ne semblent plus leur donner une priorité aussi nette que par le passé, ce qui se reflète dans leur classement.

Gouvernements	Classement 4 ^e Baromètre	3 ^e Baromètre	2 ^e Baromètre	1 ^{er} Baromètre
Danemark	13 th ↓	5 th ↑	9 th ↓	5 th
Finlande	20 th ↓	11 th ↑	12 th ↑	14 th
Islande	36 th ↓	22 nd ↑	27 th ↓	13 th
Suède	14 th ↓	9 th ↓	3 rd ←	3 rd

Tableau 3 : classement des pays scandinaves, de la première à la quatrième édition du Baromètre

Les initiatives en matière de données ouvertes peuvent aussi s'ensabler. C'est notamment le cas lorsque les personnes qui les soutiennent ne réussissent pas à mettre en place des réformes d'envergures qui garantissent l'instauration d'une culture de transparence, ou lorsque les décisions politiques ne sont pas assorties de mesures de gestion des données qui permettent aux ressources et aux politiques de survivre aux changements politiques. Ce problème existe aussi dans certains pays qui se trouvent actuellement en tête du classement du Baromètre, comme les États-Unis et le Royaume-Uni. Aux États-Unis, la nouvelle administration a déjà retiré certaines bases de données clés des sites du gouvernement, ce qui soulève [des inquiétudes sur le futur des données ouvertes dans le pays](#). De son côté, le Royaume-Uni semble vouloir diluer certains de ses engagements dans sa nouvelle politique par défaut sur « les données gouvernementales ouvertes au besoin ».

RECOMMANDATION

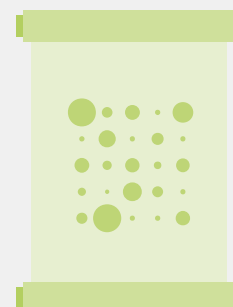
Les gouvernements doivent adopter la charte sur les données ouvertes pour faire en sorte que les procédures relatives aux données ouvertes ne soient pas affectées par les changements politiques

3

Nous recommandons que **les gouvernements adoptent et mettent en œuvre les principes de la Charte sur les données ouvertes**, de façon à avoir :

1. **Un cadre politique fort** qui prévoit des processus, un calendrier et des ressources, et qui édicte des responsabilités et la nécessité de protéger la vie privée et les données. La responsabilité doit être transmise à des institutions ou autorités nationales qui sont alors chargées d'établir un droit général de réutilisation au moyen du statut explicite « ouvert par défaut ».
2. **Une stratégie et des pratiques de gestion des données cohérentes**, comprenant des directives relatives aux métadonnées et à la fréquence de publication, des inventaires de données, de la documentation et des procédures d'évaluation de la qualité et de la gestion des commentaires adressés par les utilisateurs.

De cette façon, une culture de données ouvertes est créée et assurée au-delà des transitions politiques. Nous recommandons aussi que les **gouvernements ajoutent des dispositions aux textes de loi actuels sur le droit à l'information pour renforcer la publication proactive de données gouvernementales ouvertes**.



4

CONSTATATION

Les gouvernements ne publient pas les données nécessaires pour restaurer la confiance des citoyens



Les portails de données ouvertes ne contiennent souvent pas les données que les citoyens veulent réellement et dont ils ont besoin. Les gouvernements doivent investir dans l'ouverture des bases de données **dont les citoyens ont RÉELLEMENT besoin** (par ex. : données budgétaires, dépenses, contrats publics et registres des sociétés). Ces bases de données tendent à être très opaques et il s'agit souvent des données les moins ouvertes :

Bases de données	4 ^e édition % de bases de données publiées par tous les gouvernements	3 ^e éd.	2 ^e éd.	1 ^{re} éd.
Budget	10% ↓	18% ↑	13% ↑	9%
Registre des sociétés	5% ↑	1% ↓	3% ↓	4%
Dépenses	3% ↑	2% ↓	9% ↑	6%
Contrats publics	3% ↓	8% ↑	6%	N/A
Propriété foncière	1% ↓	5% ↑	3% ↓	4%

Tableau 4 : pourcentage des gouvernements qui publient des bases de données totalement ouvertes nécessaires à leur responsabilisation, par éditions du Baromètre

Comme le montrent les différentes constatations de cette édition, rares sont les gouvernements qui bénéficient de données réellement ouvertes sur ces sujets, alors qu'elles sont essentielles pour lutter contre la corruption et pour faciliter la reddition de compte des institutions publiques. Les gouvernements doivent de toute évidence intensifier leurs efforts.

RECOMMANDATION

Les gouvernements doivent consulter les citoyens et leurs instances représentatives pour déterminer les données ouvertes à publier en priorité

4

Les gouvernements doivent accorder la priorité à l'ouverture des données qui aideront les citoyens à obtenir ce qu'ils recherchent réellement : de meilleurs services publics, plus de transparence et la responsabilisation des pouvoirs publics. Pour ce faire, les gouvernements doivent consulter les intermédiaires tels que la société civile, les organisations communautaires et les médias, pour déterminer avec exactitude de quelles données et informations les citoyens ont besoin pour résoudre leurs problèmes et améliorer les services publics.

Il est important que les gouvernements évitent de consulter uniquement les interlocuteurs habituels et qu'ils réalisent des efforts soutenus pour consulter un nombre plus large de voix. Ils doivent aussi porter une attention particulière aux citoyens souvent écartés de leur prise de décisions. Forts de ces consultations, les gouvernements pourront donner la priorité à la publication des bases de données les plus utiles. Par exemple, quelles données devraient être mises à disposition pour améliorer les services de santé et répondre aux besoins des citoyens ?

Rendre disponibles les données dont ils ont besoin ne suffira cependant pas à restaurer la confiance des citoyens. Il est tout aussi important de protéger leurs données personnelles et de faire en sorte qu'elles sont toujours entre bonnes mains. Les gouvernements doivent donc veiller à ce que les citoyens connaissent et acceptent la façon dont leurs données sont collectées, traitées et utilisées par le gouvernement.



5

CONSTATATION

Peu d'initiatives pour les données ouvertes font une promotion active de l'inclusion et de l'équité



Comme les précédentes années, nos chercheurs ont trouvé des preuves que les données ouvertes contribuent à la croissance économique et à la création d'entreprises, mais il n'existe pas de données sur leur effet réel en matière d'inclusion sociale (que ce soit par l'amélioration de l'accès aux services publics des personnes marginalisées ou par leur plus grande participation aux décisions politiques). Les données ouvertes contribuent à créer des emplois et de la croissance et c'est une bonne nouvelle, mais nous ne devrions pas automatiquement en déduire qu'il s'agit de la solution à tous les problèmes.

Les groupes aux revenus les plus bas ou au poids politique le moins élevé tendent à être exclus des consultations et des prises de décisions concernant les données ouvertes. Ils manquent souvent d'accès à Internet et de compétences pour accéder aux données ouvertes. Ils peuvent aussi être moins visibles dans les données elles-mêmes. Un bon exemple du problème de représentativité : les femmes sont moins connectées que les hommes. Elles sont moins susceptibles d'être consultées sur les politiques et les initiatives en matière de données ouvertes, elles sont sous-représentées dans les rangs des professionnels des données, et, souvent, elles ne figurent pas dans les statistiques officielles. Le tableau suivant illustre le manque de données non regroupées par sexe dans une sélection de bases de données.

Bases de données	Disponibilité de données agrégées en ligne, pour tous les gouvernements	Disponibilité en ligne de données non regroupées par sexe
Statistiques nationales	99%	66%
Santé	85%	60%
Education	88%	69%
Criminalité	79%	32%

Tableau 5 : disponibilité de données non regroupées par sexe pour quatre secteurs différents

RECOMMANDATION

Les gouvernements doivent investir dans des données ouvertes pour améliorer les conditions de vie des groupes marginalisés

5

Pour atteindre les [Objectifs de développement durable](#), axés sur l'éradication de la pauvreté et sur l'égalité des genres, l'ouverture des données est un bon début, mais elle n'est pas suffisante. Les politiques relatives aux données, comme le rappelle le Principe 6 de la Charte sur les données ouvertes, doivent être inclusives dès leur conception. Ainsi, il sera possible d'exploiter le potentiel des données ouvertes pour favoriser l'égalité et les gouvernements pourront atteindre leurs objectifs.

Concrètement, les étapes à suivre comprennent :

- **Collecte des données.** Investir davantage dans l'agrégation [des données](#) par sexe, niveau de revenus ou âge, et développer de nouveaux indicateurs qui permettent de mieux analyser la diversité et la stratification de nos sociétés.
- **Conception des données.** Consulter les groupes marginalisés durant la préparation d'une nouvelle collecte de donnée ou d'une initiative de publication pour mieux saisir les occasions de promouvoir l'égalité. On peut ainsi également éviter certaines conséquences négatives involontaires qui pourraient enraciner encore plus profondément la discrimination et l'exclusion.
- **Accès aux données.** Investir pour offrir un accès à Internet à bas coût pour les groupes marginalisés. Les prix élevés ou la rareté sont une source d'inégalité dans l'accès aux données pour les femmes, les personnes à faibles revenus et d'autres groupes marginalisés.



Tendances relatives aux données ouvertes

La Web Foundation considère que les données ouvertes doivent bénéficier à tous. Toutes les données qui sont désirées ou qui peuvent être utilisées devraient être ouvertes. Les résultats obtenus dans cette étude, résumés plus haut, montrent que dans

la plupart des pays, ce n'est pas le cas. Dans cette partie, nous examinons plus en détail les tendances derrière ce fait inquiétant et nous donnerons aussi quelques contre-exemples de bonnes pratiques.

1. Des données pour tous

Les données appartiennent fondamentalement à la population puisqu'elles sont collectées et détenues par un gouvernement qui est financé par les contribuables. La Web Foundation pense que chacun devrait avoir un [droit aux données](#) de la même façon qu'il devrait avoir un droit à l'information. Pour y parvenir, on doit encourager les politiques qui favorisent [un accès abordable à Internet](#) et qui garantissent la protection des données personnelles des citoyens.

Les résultats du Baromètre indiquent qu'une quantité importante de données gouvernementales n'est pas encore accessible au public et que ces

données existent rarement dans un format ouvert. De plus, même les données effectivement ouvertes ne répondent pas aux besoins de tous les citoyens.

Dans les 115 pays analysés, les effets de l'ouverture des données se font toujours le plus ressentir dans le domaine de la croissance et de la création de nouvelles activités économiques. Elles ont peu d'influence sur l'accès aux services des groupes marginalisés et sur leur participation à la prise de décisions. Par conséquent, le potentiel des données ouvertes pour promouvoir l'égalité des chances reste sous-exploité.

Le top 10 des gouvernements du Baromètre	Effets sur l'entrepreneuriat (sur 10)	Effets sur l'économie (sur 10)	Effets sur l'inclusion (sur 10)
Royaume-Uni	9	6	1
Canada	5	3	4
France	8	4	3
États-Unis	8	4	2
Corée du Sud	7	5	2
Australie	6	5	3
Nouvelle Zélande	8	3	2
Japon	7	3	2
Pays-Bas	6	3	0
Norvège	7	4	0
Moyenne des 10 premiers	7.1	4	1.9

Tableau 6 : comparaison des effets sur l'entrepreneuriat, l'économie et l'inclusion pour les dix gouvernements les mieux classés du Baromètre.

L'absence de données dans certains domaines signifie que les besoins et la contribution de certains groupes restent peu visibles pour des décideurs politiques. Il est donc très important que les initiatives en faveur des données s'efforcent d'éliminer ces manques, et la meilleure façon de le faire est bien souvent d'impliquer les groupes marginalisés dès la conception. C'est pourquoi un dialogue constant avec la société civile et les citoyens est essentiel. Une représentation plus diversifiée d'acteurs peut permettre de repérer des conséquences non prévues et d'éviter une discrimination entraînée par des données. Parmi les récents exemples de données ouvertes mal utilisées, nous pouvons citer l'utilisation de dossiers publics provenant de tribunaux pour mettre sur la liste noire des [locataires à](#)

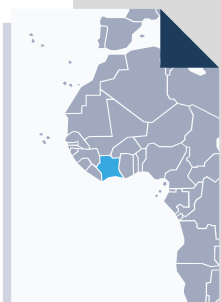
[faibles revenus](#) de la ville de New York, et [l'érosion imprévue des droits informels des femmes sur la terre](#) résultant de l'augmentation des registres fonciers officiels.

Comment les gouvernements peuvent-ils s'assurer que leurs initiatives en matière de données sont inclusives ? Statistics Canada a lancé [l'initiative pour les données des communautés autochtones](#) afin que ces populations disposent de données importantes pour planifier et comprendre la démographie de leur communauté et de la population dans les zones environnantes. D'autres exemples au Japon et en Côte d'Ivoire (voir les encadrés ci-dessous) proposent d'autres idées.



Japon | Aider les personnes âgées et les piétons à mobilité réduite

En 2015, le ministère du Territoire, des Infrastructures et des Transports du Japon (MLIT) a lancé un [site de données ouvertes](#) à l'attention des piétons à mobilité réduite et des personnes âgées. Le MLIT a également conçu des [guides](#) à l'usage des collectivités locales, pour que celles-ci développent des bases de données locales pour améliorer les déplacements des piétons. Ce site permet de trouver environ 50 000 points de données, dont approximativement 7 000 concernent les aménagements sans obstacle dans les terminaux de passagers tels que les gares et environ 42 000 points d'accès sans fil LAN gratuits. Les données peuvent être téléchargées et l'outil peut générer une carte d'itinéraire sans obstacle.



Côte d'Ivoire | L'initiative pour le genre TechMouso

En Côte d'Ivoire, l'initiative en faveur des femmes [TechMouso](#) (Femme Tech), a rassemblé les communautés promouvant la technologie et l'égalité des genres afin de développer des solutions aux problèmes locaux. Il s'agissait du premier atelier et de la première initiative de consultation autour des données sur le genre dans le pays. Plus de 60 représentants du gouvernement et de la société civile ont identifié les besoins des communautés, avec un accent sur les écarts dans les données concernant la santé et l'entrepreneuriat. Un concours pour proposer des solutions a ensuite été ouvert. Plus de 50 équipes y ont participé. Les dix [équipes lauréates](#) ont développé et présenté des applications conçues pour générer et utiliser des données dont l'objectif est d'améliorer la santé, la sécurité, l'éducation et l'autonomisation économique des femmes.

Un thème commun lié aux données sur l'éducation : au moins deux équipes ont utilisé des données sur l'éducation pour analyser le taux de déscolarisation au lycée en fonction du genre et de l'orientation professionnelle choisie par les lycéens et lycéennes. Les données du gouvernement ivoirien sur l'éducation sont abondantes, mais à ce jour elles ne sont pas ouvertes et mises à disposition du public. Grâce à TechMouso le gouvernement ivoirien travaille désormais à la publication et à la mise à disposition de ces données sur la plateforme [Open Data Côte d'Ivoire](#).

De façon plus large, les participants de TechMouso ont appris que la [formation, le réseautage et la visibilité](#) sont essentiels pour produire une incidence durable. Ils ont également découvert que le contexte local et la diversité jouent un grand rôle dans l'inclusion des femmes. Après cette première étape, l'initiative naissante d'ouverture des données au sein du gouvernement ivoirien s'est accompagnée de consultations auprès des organisations de la société civile. Le gouvernement encourage la participation des citoyens dans l'ouverture des données dont ils ont besoin.

2. Les données nécessaires aux citoyens

L'une des conclusions de cette édition du Baromètre est que les gouvernements ne rendent pas accessibles les données nécessaires pour restaurer ou gagner la confiance des citoyens, comme des budgets détaillés ou les registres des propriétaires d'entreprises.

Des données pour la responsabilisation des gouvernements

Les données dont les citoyens ont besoin pour responsabiliser les gouvernements sont souvent absentes ou difficiles à trouver. Il est essentiel que les gouvernements publient des informations sur leur utilisation des ressources publiques. Il peut s'agir de données sur la façon dont les impôts sont dépensés, sur l'attribution des contrats publics ou sur le financement des campagnes politiques. Il est aussi nécessaire de publier des données clés pour lutter contre la corruption, telles que celles retraçant le budget, les dépenses, les contrats publics, la propriété foncière, les registres des sociétés et les résultats des élections (voir [méthodologie](#)).

À titre d'exemple, seule une base de données sur dix concernant les budgets est ouverte. Malheureusement, aux États-Unis, les données ouvertes sur le budget n'étaient plus disponibles à l'heure de la rédaction de ce rapport, ce qui prouve que les progrès dans ce domaine peuvent être perdus. Dans l'unique cas où des données sur les propriétaires de terres (au Canada) sont disponibles, elles ne le sont qu'au niveau sous-national.

Bases de données	% de bases de données ouvertes publiées par tous les gouvernements	Total des gouvernements	Gouvernements qui publient ces bases de données sous forme réellement ouverte
Budget	10%	12	Allemagne, Australie, Brésil, Géorgie, Jamaïque, Mexique, Norvège, Paraguay, Pays-Bas, Suède, Royaume-Uni, Uruguay
Dépenses	3%	4	Canada, Grèce, Royaume-Uni, Uruguay
Contrats publics	3%	3	Australie, France, Philippines
Cadastre foncier	1%	1	Canada
Registre des sociétés	5%	6	Australie, Bulgarie, Canada, Kazakhstan, Lettonie, Norvège
Législation	3%	3	Espagne, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni
Résultats des élections	11%	13	Australie, Autriche, Canada, Corée du Sud, Danemark, Espagne, France, Irlande, Pérou, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède, Turquie,

Tableau 7 : disponibilité des bases de données ouvertes pour la responsabilisation des gouvernements



Philippines : un budget participatif via la plateforme Check my Barangay

L'un des principes clés du [Plan d'action 2014-2016](#) du groupe de travail sur les données ouvertes aux Philippines est la gouvernance basée sur les données. Un superbe exemple est l'élaboration participative du budget des administrations locales par la plateforme [Check my Barangay](#). Celle-ci est dirigée par le [Affiliated Network for Social Accountability in East Asia](#) et la [Pacific Foundation Inc.](#) *Barangay*, la plus petite division administrative aux Philippines (un village, un district ou un quartier). Le pays en compte 42 029.

Le projet permet aux habitants de suivre le budget de leur administration locale et de participer à son élaboration pour la toute première fois à un niveau local, en utilisant des données ouvertes du portail [Full Disclosure Policy Portal](#). Le projet s'articule autour de réunions visant à aider les groupes locaux à discuter des postes budgétaires du *barangay* qui leur sont attribués, des projets à venir pour l'année et des postes prioritaires. [Les participants ont très bien accueilli](#) les technologies présentées durant les sessions (comme le portail des données et les notifications par SMS). Un consensus fort parmi les participants a émergé : les sessions ont amélioré leurs connaissances et compétences en matière de gestion de site Internet et d'utilisation des technologies mobiles pour suivre l'élaboration du budget et le calendrier de l'administration. Par la collaboration entre l'administration du *barangay* et des représentants de la communauté, le projet a permis de développer une culture de la communication et du débat, qui renforce la confiance entre les citoyens et les administrateurs responsables des services publics.

Des données pour les politiques sociales

Les données ouvertes ont le potentiel de rendre plus efficaces et inclusifs les services publics fondamentaux, comme la santé, l'éducation, la gestion de l'environnement, et par là de lutter contre la pauvreté et de réduire les inégalités. Dans cette partie, nous évaluerons si les données gouvernementales ouvertes sont réellement utilisées pour autonomiser et inclure tous les citoyens. Les données ouvertes peuvent améliorer la fourniture de services publics de manière directe, en donnant aux citoyens des outils supplémentaires pour le choix et la responsabilisation du gouvernement, ou de manière indirecte en aidant les législateurs à identifier et résoudre des problèmes sociaux systémiques.

À l'instar des données nécessaires pour la responsabilisation des gouvernements, les données pertinentes pour les politiques sociales sont moins souvent disponibles et ouvertes que celles touchant aux domaines de l'innovation. Le Baromètre fait apparaître des régressions dans les moyennes attribuées pour la disponibilité des données en matière de services publics fondamentaux. Il est inquiétant de noter que cette tendance se traduit notamment par une régression considérable de l'ouverture des données sur la santé et l'éducation, par exemple.

Bases de données	% de bases de données ouvertes publiées par tous les gouvernements	Total des gouvernements	Gouvernements dont les bases de données sont réellement ouvertes
Statistiques nationales	8%	9	Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Italie, Japon, Norvège, Royaume-Uni
Santé	7%	8	Danemark, États-Unis, Finlande, France, Jamaïque, Suisse, Tadjikistan, Royaume-Uni
Education	8%	9	Argentine, Brésil, Danemark, États-Unis, France, Géorgie, Jamaïque, Malaisie, Royaume-Uni
Environnement	6%	7	Bulgarie, Danemark, États-Unis, France, Géorgie, Russie, Royaume-Uni, Suède

Tableau 8 : disponibilité des bases de données ouvertes pour les politiques sociales



Mexique : améliorer l'éducation

L'initiative pour l'éducation **Mejora tu Escuela** (« Améliore ton école ») est une plateforme en ligne qui donne des renseignements aux citoyens sur les résultats des écoles. Elle a comme objectif principal d'aider les parents. Elle permet aux utilisateurs de comparer les données de 163 785 bases différentes pour aider à la prise de décision en matière d'éducation et améliorer l'éducation des enfants. Le pouvoir décisionnel des parents a été renforcé et l'initiative a également permis d'exercer [un contrôle plus efficace et de réduire la corruption dans le système éducatif mexicain](#). Outre les parents, d'autres acteurs importants, dont les enseignants, les décideurs politiques et les organisations de la société civile utilisent ces données pour analyser et évaluer les performances des élèves actuellement scolarisés, afin de renforcer, voire de réformer, le système scolaire. Le Mexique a [un taux d'obtention du diplôme de fin d'études secondaires plus bas que la moyenne des pays de l'OCDE](#). Améliorer ce résultat est donc un objectif prioritaire et un outil comme Mejora tu Escuela peut contribuer à y parvenir.

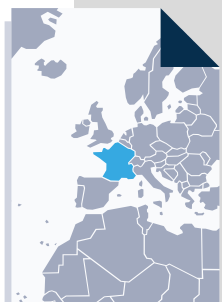
Données pour l'innovation

Le potentiel des données ouvertes pour susciter l'innovation est très important. Les entrepreneurs qui les utilisent peuvent en tirer des bénéfices significatifs pour leur activité. Elles peuvent aussi améliorer l'efficacité et la productivité de services publics. Les bases de données cartographiques, les horaires de transports publics et les données sur le commerce international ou sur la criminalité sont autant d'éléments utiles à l'innovation et à la création de valeur économique.

Dans ce triptyque, les données sur l'innovation sont plus abondantes que celles sur les politiques sociales ou la responsabilisation des gouvernements. Nous pouvons logiquement en déduire que les gouvernements donnent la priorité à ces données en particulier. Cependant, même dans des pays très actifs en matière d'initiatives pour les données ouvertes, le nombre de bases de données dédiées à l'innovation a décliné depuis la précédente édition du Baromètre.

Bases de données	% de bases de données ouvertes publiées par tous les gouvernements	Nombre total de gouvernements	Gouvernements dont les bases de données sont réellement ouvertes
Données cartographiques	11%	13	Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Danemark, États-Unis, Islande, Japon, Pays-Bas, Norvège, Suède, RDC, Royaume-Uni
Horaire des transports publics	8%	9	Allemagne, Argentine, Canada, France, États-Unis, Italie, Norvège, Royaume-Uni, Uruguay.
Commerce international	10%	11	Australie, Autriche, Canada, France, États-Unis, Jamaïque, Pays-Bas, Norvège, Rwanda, Royaume-Uni, Suède,
Criminalité	8%	9	Allemagne, Canada, Danemark, Finlande, France, Géorgie, Moldavie, Royaume-Uni, Russie,

Table 9 : disponibilité des bases de données ouvertes pour l'innovation



France : données ouvertes et efficacité de l'administration grâce aux partenariats public-privé

Un exemple éloquent d'une plus grande efficacité de l'administration grâce aux données ouvertes est la création de la [Base d'adresses nationales ou BAN](#) en France. Ce projet est un [partenariat privé-public réussi](#) entre des acteurs nationaux, les autorités locales et les municipalités, avec l'assistance technique et la collaboration de la d'OpenStreetMap (notamment sa branche française), d'Etalab, et du National Geographic. La base de données contient plus de 25 millions d'adresses géocodées (et purgées de données personnelles identifiables).

Les utilisateurs peuvent accéder aux adresses de la BAN gratuitement, les télécharger, utiliser ses outils et ses services de géocodage, tous disponibles sous une licence ouverte et entièrement développés [avec des logiciels libres et gratuits](#). Par exemple, l'outil Guichet Adresse Mairie aide les municipalités à créer, à identifier et à numéroter leurs [réseaux locaux de routes et voies](#). La plateforme encourage aussi ses utilisateurs à faire part de leurs commentaires pour améliorer les données. La BAN contribue à améliorer la culture d'échanges avec les organisations de la société civile, mais également avec les structures publiques.

3. Des données facilement exploitables

Les principes des données ouvertes soulignent l'importance de l'accessibilité et de la convivialité des données. Pour que les données gouvernementales ouvertes soient utilisables et utiles, elles doivent être complètes, exactes et de grande qualité. Les

gouvernements devraient également faire le nécessaire pour mettre en place un mécanisme qui permet aux utilisateurs de faire des commentaires et de faire des examens des données pour faire en sorte que la qualité est améliorée, au besoin.

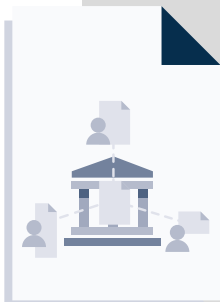
L'accès aux données

L'approche actuelle, centrée uniquement sur les portails de données ouvertes, ne fonctionne pas. Ceux-ci ont donné lieu à grand nombre de projets de données ouvertes abandonnés. La communauté des données ouvertes évoque ce problème depuis longtemps, mais elle n'a pas été en mesure d'améliorer la situation. Les bases de données les plus complètes et les plus souvent actualisées se trouvent généralement sur les sites de ministères ou d'agences gouvernementales, et non sur les portails de données ouvertes. Cela témoigne d'une mauvaise coordination entre les agences gouvernementales et les catalogues centraux.

Nous recommandons que les gouvernements mettent à jour leurs pratiques de gestion de données et instaurent un processus plus automatisé de publication de données afin de « [procurer une meilleure expérience pour les utilisateurs et limiter les frais généraux des acteurs](#) ». L'automatisation

pourrait par la suite être étendue pour alimenter un portail central, si les besoins des utilisateurs le requièrent.

Même si la solution concrète à ce problème est en partie technique, nous devons garder à l'esprit qu'il s'agit, de façon inhérente, **d'un problème politique et d'organisation**. Il n'est pas uniquement question ici de création de portails. Les gouvernements doivent prendre au sérieux la gouvernance des données et améliorer la manière dont ils créent et utilisent les données ouvertes à tous les niveaux, dans tous les départements et dans toutes les agences gouvernementales. Au lieu d'avoir pour unique but la création de portails, ils doivent d'abord réfléchir à une réforme politique et organisationnelle visant à améliorer l'impact des données ouvertes et leur durabilité à long terme.



Le problème des tierces parties et des portails de données ouvertes

Il arrive qu'un gouvernement délègue la gestion de son propre portail de données à des tiers. Si le soutien externe au portail de donnée s'interrompt, la probabilité est forte que l'initiative soit annulée. Par exemple, en Afrique subsaharienne, de nombreux gouvernements, par leur office national de statistiques, ont conclu des partenariats avec la Banque africaine de développement (BAD) pour [créer des portails de données en ligne et renforcer les capacités en matière de statistiques](#). La BAD est également partenaire de fournisseurs de services pour les données (des tierces parties) comme [Knoema](#), un dépôt de données, pour élaborer des solutions reposant sur les données ouvertes au sein des gouvernements du continent africain. Ces portails de données sont la propriété des tiers responsables de leur gestion et ils ne devraient pas être considérés comme des portails de données ouvertes gouvernementaux, car :

- le rôle du gouvernement dans la gestion du portail est souvent peu clair ;
- l'origine et la raison d'être de la plateforme sont souvent peu claires ;
- **la plateforme et le projet sont le plus souvent sous le contrôle total d'une « tierce partie », ce qui soulève des questions sur sa propriété et sa durabilité, comme ce fut le cas pour les portails d'africadata.org, récemment abandonnés ;**
- les données semblent être compilées non seulement à partir de sources gouvernementales, mais aussi d'autres sources internationales, ce qui rend leur identification difficile.

La convivialité des données

Trop souvent, les données gouvernementales, lorsqu'elles sont disponibles en ligne, sont de qualité médiocre, ce qui les rend difficiles à utiliser. Des données ouvertes de bonne qualité doivent être :

- **Disponibles en ligne** de façon à servir au plus grand nombre possible d'utilisateurs et d'utilisations. Moins de trois quarts (71 %) des données disponibles aujourd'hui sont accessibles en ligne.
- **Lisibles par une machine** afin que de grandes bases de données soient analysables de façon efficace. De plus en plus de données deviennent disponibles dans un format réutilisable (jusqu'à 53 % pour la présente édition du Baromètre), mais près de la moitié des données disponibles sont encore publiées dans des formats non lisibles par des machines.
- **Disponibles par lots** de façon à pouvoir être téléchargées dans une base de données unique et pour être aisément analysées par une machine. Malheureusement, seulement 24 % des bases de données étudiées peuvent être facilement importées en lots.
- **Gratuites** pour que chacun puisse y accéder, quel que soient ses moyens. À ce jour, 10 % des données disponibles ne sont pas accessibles gratuitement. C'est particulièrement préoccupant pour les données des registres de propriété foncière : un tiers seulement des données disponibles sont gratuites.
- **Sous licence libre** pour qu'elles puissent être utilisées et réutiliser par tout le monde. À ce jour, la plus grande partie des données ne sont pas sous licence libre (seulement 26 % le sont). Il s'agit d'un problème qui peut être rapidement surmonté. Si les licences libres étaient octroyées internationalement, au moins 15 % des bases de données de ce Baromètre pourraient être considérées comme entièrement ouvertes (plus du double du pourcentage actuel de 7 %).

Bases de données	Lisibles par une machine	Disponibles en lots	Gratuites	Licences libres	Mises à jour	Durables	Trouvables
Cartes	70%	33%	66%	29%	54%	51%	74%
Foncier	40%	14%	37%	14%	69%	69%	57%
Statistiques	71%	25%	92%	26%	81%	68%	88%
Budget	45%	25%	100%	24%	95%	90%	87%
Dépenses	100%	60%	100%	60%	90%	70%	70%
Entreprises	32%	27%	72%	17%	72%	65%	73%
Législation	14%	6%	96%	15%	86%	83%	79%
Transport	43%	26%	99%	29%	75%	56%	74%
Commerce	64%	22%	99%	21%	79%	75%	77%
Santé	58%	19%	99%	30%	50%	45%	64%
Éducation	60%	24%	99%	23%	63%	59%	70%
Criminalité	57%	20%	99%	29%	64%	57%	71%
Environnement	68%	20%	100%	36%	51%	52%	57%
Élections	49%	26%	100%	19%	95%	78%	82%
Contrats	28%	12%	96%	16%	88%	69%	69%

Tableau 10 : qualité des données disponibles en ligne pour les 15 catégories analysées par le Baromètre
(En vert et en rouge, les valeurs les plus et les moins élevées de chaque catégorie)

Conclusions

Pour que les bénéfices promis par le mouvement des données ouvertes se matérialisent, l'actuel agenda des gouvernements en la matière doit changer de perspective et revenir aux fondements, et aux individus. **Les gouvernements doivent redoubler d'efforts pour que les données ouvertes soient accessibles à tous et qu'elles correspondent aux besoins des utilisateurs.**

Les résultats de cette édition du Baromètre montrent que, malheureusement, ce n'est pas la direction prise dans la majorité des juridictions étudiées. En pratique, les données ne sont tout simplement pas ouvertes. Dans de trop nombreux cas, les données ouvertes sont considérées comme une option supplémentaire et non comme une responsabilité du gouvernement. Les initiatives en faveur des données ouvertes ne survivent pas aux dirigeants ou aux administrations qui les ont lancées, et restent fréquemment cantonnées à un seul service ou une seule agence. La baisse enregistrée par le Baromètre, même parmi les premiers du classement, reflète cette réalité.

Les politiques qui émergent ne sont donc pas durables et elles ne favorisent pas une plus grande ouverture et une plus grande accessibilité à des données de meilleure qualité, lesquelles sont, bénéfiques aux citoyens et peuvent être pour prendre des décisions politiques plus équitables et efficaces.

À la lumière des résultats du Baromètre, la Web Foundation appelle les gouvernements à prendre les mesures suivantes :

Recommandation 1

Les données publiques d'un gouvernement doivent être **ouvertes par défaut**

Recommandation 2

Les gouvernements doivent ouvrir **les données de tous leurs services et agences**

Recommandation 3

Les gouvernements doivent **adopter la charte sur les données ouvertes faire en sorte que les pratiques relatives aux données ouvertes sont toujours en place et qu'elles ne sont pas affectées par les changements politiques**

Recommandation 4

Les gouvernements doivent **consulter les citoyens et leurs représentants à propos du choix des données à publier en priorité**

Recommandation 5

Les gouvernements doivent **investir dans l'utilisation des données ouvertes pour améliorer les conditions de vie des personnes marginalisées**

Les bénéfices potentiels des données ouvertes, donc de restaurer la confiance, et d'élaborer des politiques meilleures et plus justes, se concrétiseront plus facilement si ces recommandations sont suivies. Dans le cas contraire, les données ouvertes resteront une aspiration plus qu'une réalité et les performances globales des pays étudiés par le Baromètre continueront de se détériorer.

Méthodologie

La 4^e édition du Baromètre des données ouvertes se base sur trois types de données :

- Une étude revue par des experts, conduite entre mai et septembre 2016, comprenant une série de questions sur les données ouvertes, les politiques en la matière, leur mise en œuvre et leurs effets, ainsi qu'une étude détaillée des bases de données relatives à 15 domaines dans chaque pays, analysant la disponibilité des données, leur format, leur licence, leur exactitude et leur accessibilité.
- Une auto-évaluation simplifiée des gouvernements, conduite entre mai et juillet 2016 sur les mêmes éléments de contexte, de mise en œuvre et d'incidence, qui constituent une source supplémentaire d'informations.
- Des données secondaires sélectionnées pour compléter les données collectées dans le cadre de l'étude réalisée par les experts. Elles sont utilisées dans la section relative au niveau de préparation et sont tirées du Forum économique mondial, de la Banque mondiale, de l'étude des Nations Unies sur l'administration en ligne et de la Freedom House.

Cette édition du Baromètre reprend l'analyse des précédentes éditions avec de légères modifications et révisions méthodologiques portant sur trois aspects principaux :

l'adaptation du questionnaire à la version finale des principes de la [Charte sur les données ouvertes](#), initiée dans la précédente édition du Baromètre à partir des premiers projets de ladite charte ;

l'adaptation de la liste de contrôle de la mise en œuvre selon le nouveau critère introduit par la [mise à jour de la définition relative au savoir libre \(Open Definition version 2.1\)](#) ; la modification de la définition de certaines bases de données préexistantes [D2, D7 et D8], qui font toutes partie de l'Infrastructure mondiale des données ouvertes

contre la corruption promue par la documentation relative aux données ouvertes de la [Open-up Guide: Utiliser les données ouvertes pour l'anticorruption](#).

En règle générale, cependant, nous avons cherché à maintenir une cohérence avec les questions des éditions précédentes. Des modifications méthodologiques plus vastes seront étudiées pour les éditions futures, alors que nous poursuivons l'amélioration de nos méthodes de mesure dans le cadre de notre travail au sein du groupe de travail sur l'évaluation de la charte sur les données ouvertes et sur la responsabilisation.

Pour en savoir plus sur la méthodologie, le processus et la méthode de recherche, consultez la [description détaillée de notre méthodologie \(version PDF\)](#) et le [manuel de recherche \(version PDF\)](#). N'hésitez pas à nous transmettre vos commentaires et vos observations sur les versions en ligne de ces documents. [Les données, consolidées et comparables des quatre précédentes éditions du Baromètre](#) sont disponibles sur le site.

Liste des tableaux

Tableau 1 : classement de la 4 ^e édition du Baromètre des Données Ouvertes	6
Tableau 2 : évolution des indicateurs clés sur les données libres au fil des quatre éditions du Baromètre	12
Tableau 3 : classement des pays scandinaves, de la première à la quatrième édition du Baromètre.....	16
Tableau 4 : pourcentage des gouvernements qui publient des bases de données totalement ouvertes nécessaires à leur responsabilisation, par éditions du Baromètre	18
Tableau 5 : disponibilité de données non regroupées par sexe pour quatre secteurs différents	20
Tableau 6 : comparaison des effets sur l'entrepreneuriat, l'économie et l'inclusion pour les dix gouvernements les mieux classés du Baromètre.	23
Tableau 7 : disponibilité des bases de données ouvertes pour la responsabilisation des gouvernements.....	24
Tableau 8 : disponibilité des bases de données ouvertes pour les politiques sociales.....	25
Tableau 9 : disponibilité des bases de données ouvertes pour l'innovation	26
Tableau 10 : qualité des données disponibles en ligne pour les 15 catégories analysées par le Baromètre.	29

Remerciements

Le Baromètre des données ouvertes existe grâce à la participation d'un large réseau de contributeurs. Nous tenons donc à remercier, par ordre alphabétique :

Rédacteurs principaux : Ana Brandusescu, Carlos Iglesias and Kristen Robinson.

Auteurs invités : Jose M. Alonso, Craig Fagan, Anne Jellema and Dillon Mann.

Coordination de la recherche : Carlos Iglesias.

Partenaires régionaux : [Caribbean Open Institute](#) (COI), [Iniciativa Latinoamericana por los Datos Abiertos](#) (ILDA), [Open Data in Europe and Central Asia](#) (ODECA), et les [Open Data Labs](#).



Mises à jour de la méthodologie : Jose M. Alonso and Carlos Iglesias.

Site, explorateur de données et visualisations : Ana Brandusescu, Craig Fagan, Carlos Iglesias and the teams from [Simbiosys](#) and [Ubiqware](#).

Conception du rapport en PDF : Nacho Quesada.

Illustrations pour le rapport en PDF : Eladio Domínguez.

Principaux chercheurs : Gyanu Adhikari, Hatem Ben Yacoub, Ana Brandusescu, Frederico Cavazzini, Ravi Chhabra, Pierre Chrzanowski, Veronica Cretu, Feng Gao, Miguel García González, Shurland George, Jan Gondol, Felipe González, Elisabeth Häggquist, Kaltrina Hoxha, Thorhildur Jetzek, Hiroichi Kawashima, Abed Khooli, Haklae Kim, Katarina Kosmina, Mary Loitsker, Glenn Maail, Leonard Mack, Krzysztof Madejski, Ikrom Mamadov, Michelle McLeod, Claude Migisha, Maurizio Napolitano, Mikhail Parfentev, Vinand Prayag, Adhitya Randy, Igbal Safarov, Marco Sošić, Rayna Stamboliyska, Michail Vafopoulos, François van Schalkwyk and Lunette Warren.

Experts-réviseurs : Hatem Ben Yacoub, Ana Brandusescu, Michael Canares, Shurland George, Felipe González, Vigan Hoxha, Carlos Iglesias, Jorina Kadare, Natalia Karkanitsa, Abed Khooli, Michelle McLeod, Andreas Pawelke, Tania Pendersen, François van Schalkwyk, Olena Ursu and Lunette Warren.

Gouvernements qui ont participé à l'auto-évaluation : Albania, Australia, Austria, Bangladesh, Belgium, Botswana, Brazil, Bulgaria, Cameroon, Canada, Chile, Colombia, Cote d'Ivoire, Croatia, Czech Republic, Estonia, Finland, France, Ghana, Greece, Iceland, India, Ireland, Israel, Jamaica, Japan, Kazakhstan, Kenya, Korea, Kosovo (Republic of), Latvia, Macedonia, Malawi, Malaysia, Mauritius, Mexico, Moldova, Montenegro, Morocco, Netherlands, New Zealand, Norway, Panama, Paraguay, Peru, Philippines, Poland, Portugal, Russian Federation, Saint Lucia, Saudi Arabia, Serbia, Singapore, Slovak Republic, Spain, Sweden, Switzerland, Thailand, Tunisia, Ukraine, United Kingdom and Uruguay.

Assurance qualité : Jose M. Alonso, Ana Brandusescu, Michael Canares, Craig Fagan, Carlos Iglesias, Andreas Pawelke and François van Schalkwyk.

Note : certains participants, y compris des chercheurs, des relecteurs et des gouvernements, ont demandé à rester anonymes.

Sources des données : nous sommes reconnaissants aux organisations suivantes de nous avoir fourni des données secondaires, utilisées dans le Baromètre :

- [Forum économique mondial](#)
- [Groupe Banque Mondiale](#)
- [Freedom House](#)
- [Nations unies](#)

Financement : la 4^e édition du Baromètre du Baromètre a été financée par le programme Open Data for Development (OD4D), un partenariat soutenu par le [Centre de recherche sur le développement international \(CRDI\) du Canada](#), la [Banque mondiale](#), le [Département pour le développement international du Royaume-Uni \(DFID\)](#) et [Global Affairs Canada \(GAC\)](#).



Ce travail a été mené avec l'aide d'une bourse du Centre de recherche sur le développement international ([IDRC](#)), à Ottawa (Canada) et du [Omidyar Network](#).



À propos du Baromètre des données ouvertes

Le Baromètre des données ouvertes est le fruit d'un travail collaboratif mené par le réseau [Données ouvertes pour le développement international](#) (OD4D), publié par la fondation [World Wide Web](#) avec le soutien financier de [Omidyar Network](#), du Baromètre des données ouvertes (ODB). Son but est d'évaluer la réelle prévalence et l'influence des initiatives pour les données ouvertes dans le monde. Il analyse les tendances mondiales et propose un comparatif entre pays et régions du monde, avec une méthodologie approfondie, alliant informations de contexte, évaluations techniques et indicateurs secondaires.

Le baromètre, dont la présente édition couvre 115 juridictions, classe les gouvernements selon :

- **Leur niveau de préparation** dans les initiatives pour les données ouvertes
- **La mise en œuvre** de programmes de données ouvertes.
- **L'impact** des données ouvertes sur l'activité économique, les politiques et la société civile.

Après le succès des trois précédentes, cette quatrième édition constitue une nouvelle étape vers la

mise à disposition d'un outil mondial pour l'élaboration de politiques, en suivant une démarche participative et inclusive et avec une attention particulière accordée aux régions. Le Baromètre de cette année comprend une évaluation des performances des gouvernements au sujet des principes inscrits dans la plus récente version de [la Charte internationale sur les données ouvertes](#).

Le travail du Baromètre constitue un effort réellement mondial et collaboratif, qui comprend les contributions de plus de 100 chercheurs et représentants gouvernementaux. Sa préparation nécessite plus de six mois et plus de 10 000 heures de recherches. Durant cette étape, nous étudions plus de 20 000 questions et répondons à plus de 5 000 commentaires et suggestions.

Ce rapport se veut un résumé des constatations les plus marquantes. [L'intégralité des données](#) et [la méthodologie](#) peuvent être consultées en ligne. Elles sont destinées à faciliter d'autres travaux de recherche secondaire et à permettre une prise de décision plus éclairée, pour faire progresser les politiques et les pratiques relatives aux données ouvertes dans le monde entier.

À propos de la World Wide Web Foundation



WORLD WIDE WEB
FOUNDATION

La [World Wide Web](#) Foundation a été créée en 2009 par l'inventeur du Web, Sir Tim Berners-Lee. Notre mission ? Faire avancer le Web ouvert en tant que bien public et droit fondamental.

Grâce au Web, pour la première fois dans l'Histoire, nous pouvons envisager une société où chacun, où qu'il se trouve, possède un accès égal à la connaissance, à l'expression et à la possibilité de créer. Dans ce futur, des services fondamentaux tels que l'éducation et la santé pourraient être fournis de façon efficace, l'accès à la connaissance produira de la valeur économique tandis que l'accès à l'informa-

tion améliorera la transparence et renforcera la démocratie.

Nous voulons exploiter le potentiel des données ouvertes comme outil pour résoudre les problèmes les plus urgents de la société, pour que les personnes soient en mesure d'accéder, de comprendre et d'agir à l'aide de données qui les concernent directement. Notre travail sur les données ouvertes est à l'intersection de ces thèmes et veut favoriser une approche inclusive des données ouvertes dans le monde entier. Notre travail s'articule ainsi :

- Codirection de la [charte internationale sur les données ouvertes](#) depuis sa création, pour promouvoir l'adoption de principes universels en matière d'ouverture des données. Coprésidence du Groupe de travail sur l'évaluation et la responsabilisation.
- Membre du réseau [Données ouvertes pour le développement](#) dans le but d'élaborer des solutions efficaces et viables pour le développement économique et social au moyen des données ouvertes.
- Création du [Global Partnership for Sustainable Development Data](#) avec plus de 100 autres organisations, qui s'appuient sur [la révolution des données](#) pour promouvoir une croissance inclusive et un développement durable.
- Codirection du développement du premier registre mondial de données sur la propriété effective des sociétés, [OpenOwnership](#), pour faire évoluer les normes de transparence dans le monde des affaires et rendre la dissimulation plus difficile aux individus corrompus.
- Élaboration du Standard de données sur la commande publique ouverte ou [Open Contracting Data Standard](#) pour proposer des informations utiles et plus facilement accessibles sur la commande publique, encourager et favoriser la transparence et la participation dans la passation de contrats publics.
- À travers le concept des [Open Data Labs](#), combinaison de travaux de recherche, d'incubation, de formations et d'engagement, notre but est d'accélérer les progrès et d'œuvrer pour que les données ouvertes deviennent rapidement un outil incontournable de résolution des problèmes concrets dans les économies en développement et émergentes.

À propos du réseau OD4D

OD4D est un réseau mondial d'organisations de premier plan qui crée des écosystèmes de données ouvertes axés sur les besoins locaux et durables dans le monde entier. Le réseau OD4D développe des connaissances et conseille les gouvernements et les décideurs politiques sur des points clés tels que les politiques, les normes, l'innovation et le renforcement des compétences.

Le travail d'OD4D est axé sur la multiplication des données ouvertes de qualité disponibles et sur la meilleure utilisation de ces données par les dirigeants au niveau gouvernemental, dans la société civile, les médias et les entreprises, dans l'optique de contribuer à l'intérêt public et à une amélioration de la qualité de vie.



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada



THE WORLD BANK
IBRD • IDA | WORLD BANK GROUP



opendatabarometer.org



WORLD WIDE WEB
FOUNDATION